

**Art. 9.** De Minister die bevoegd is voor verkeersveiligheid en de Minister van openbare werken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203780]

**11 AVRIL 2024. — Décret modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement et le Code du Développement territorial (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, ainsi que la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Dispositions modificatives au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement*

**Art. 2.** Dans l'article D.29-1, § 4, b., 1<sup>o</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les mots " D.64, § 1<sup>er</sup> " sont remplacés par les mots " D.64 ".

**Art. 3.** L'article D.29-5, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, est remplacé par ce qui suit :

" Art. D.29-5. § 1<sup>er</sup>. Pour les projets de catégorie B, une réunion d'information préalable est réalisée avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Pour les projets de catégorie C, une réunion d'information préalable peut être réalisée, à l'initiative du demandeur, avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Cette réunion d'information a pour objet :

- 1<sup>o</sup> de permettre au demandeur de présenter son projet;
- 2<sup>o</sup> de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions concernant le projet;
- 3<sup>o</sup> si une évaluation des incidences est prescrite conformément aux articles D.64, D.65, § § 2 et 3 :
  - de mettre en évidence des points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences;
  - de présenter des alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur et afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

§ 2. Le demandeur fixe :

- 1<sup>o</sup> la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information;
- 2<sup>o</sup> les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;
- 3<sup>o</sup> les personnes, ainsi que leurs adresses physique et électronique, auprès desquelles les informations peuvent être obtenues.

§ 3. Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion d'information, ou avant la première réunion en cas de pluralité, le demandeur procède à la publication d'un avis mentionnant :

- 1<sup>o</sup> l'identité du demandeur;
- 2<sup>o</sup> la nature du projet et son lieu d'implantation;
- 3<sup>o</sup> l'objet de la réunion tel qu'indiqué au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3;
- 4<sup>o</sup> la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information ou de chaque réunion en cas de pluralité;
- 5<sup>o</sup> les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;
- 6<sup>o</sup> les personnes ainsi que leurs adresses physique et électronique où des informations peuvent être obtenues.

Cet avis est transmis à la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être réalisé et est diffusé dans deux médias choisis par le demandeur parmi les médias suivants :

- 1<sup>o</sup> deux journaux diffusés dans la région;
- 2<sup>o</sup> un bulletin communal d'information s'il existe et est distribué à toute la population;
- 3<sup>o</sup> un journal publicitaire toutes-boîtes;
- 4<sup>o</sup> une information toutes-boîtes, distribuée dans un rayon de trois kilomètres du lieu d'implantation du projet.

Le demandeur adresse copie des avis publiés, documents et supports au collège communal.

Le collège communal affiche, jusqu'au lendemain de la réunion d'information ou de chaque réunion en cas de pluralité, un avis qui reproduit l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° aux endroits habituels d'affichage;

2° à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage;

3° sur le site internet de la commune concernée.

§ 4. Dans le cas où une enquête publique est organisée sur le territoire de plusieurs communes, les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 s'appliquent à chacune des communes concernées.

§ 5. Le demandeur présente le projet.

La réunion est filmée par le demandeur, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le demandeur est responsable du traitement des données à caractère personnel opéré par l'enregistrement de la vidéo et par sa consultation.

L'enregistrement et sa consultation possible ont pour finalité d'assurer une publicité active maximale en accroissant le niveau de participation du public en lui permettant de s'informer et d'émettre des observations en consultant ultérieurement la vidéo de la réunion d'information préalable.

L'enregistrement comporte :

1° une captation audio et vidéo des interventions :

a) du demandeur;

b) des représentants de la commune sur le territoire de laquelle le projet est envisagé et des conseillers en environnement.

2° une captation audio de toutes les autres interventions.

§ 6. La vidéo de la réunion et les documents et supports utilisés lors de celle-ci sont consultables à la commune sur rendez-vous et à distance, à partir du surlendemain de la réunion et jusqu'à l'échéance d'un délai de quinze jours.

La vidéo est détruite au terme de ce délai par le responsable du traitement des données à caractère personnel.

§ 7. Le Gouvernement détermine :

1° les modalités d'information du public;

2° le ou les cas dans lesquels plusieurs réunions d'information préalable doivent être réalisées et les modalités d'organisation de la réunion d'information ou des réunions en cas de pluralité;

3° les modalités d'organisation de la réunion d'information par vidéo-conférence ainsi que les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;

4° les instances et administrations invitées à la réunion d'information;

5° les modalités suivant lesquelles le public peut émettre ses observations, suggestions et demandes de mise en évidence de points particuliers concernant le projet ainsi que présenter les alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences. ”.

**Art. 4.** L'article D.29-6 du même Livre, tel que modifié par le décret du 24 mai 2018, est remplacé par ce qui suit :

” Art. D.29-6. Un représentant de la commune préside la réunion d'information. Le conseiller en environnement ou, à défaut, un représentant de la commune en assure le secrétariat, en dresse le procès-verbal, et établit une attestation de ce que la vidéo comportait les éléments visés à l'article D.29-5,

§ 5, alinéa 5. Il les tient à la disposition du public et les transmet à l'autorité compétente et au demandeur dans les trente jours de la réunion d'information.

Le Gouvernement détermine le contenu minimal du procès-verbal et de l'attestation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ”.

**Art. 5.** L'article D.29-11 du même Livre, tel que modifié par le décret du 24 mai 2018, est abrogé.

**Art. 6.** Dans la Partie III, Titre III, du même Livre, il est inséré un chapitre *IVbis* comportant les articles D.29-24-1 à D.29-24-8, rédigé comme suit :

” Chapitre *IVbis* -Consultations transfrontières

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

Art. D.29-24-1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent en complément des dispositions fixées par les précédents chapitres du Titre III pour les plans ou programmes wallons susceptibles d'incidences notables sur une autre Région, un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, ainsi que pour les plans ou programmes transfrontières susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement de la Région wallonne. En cas de divergence, la primauté est octroyée aux dispositions du présent chapitre.

Les délais prévus et fixés à peine de nullité par les procédures décrétales applicables aux plans ou programmes en cause sont augmentés sur décision de l'administration, le cas échéant, d'une durée de 20 jours pour tenir compte du délai de consultation transfrontière des autorités compétentes de la Région, l'État membre de l'Union européenne ou l'État partie à la Convention d'Espoo et de leur public, fixé par le présent chapitre. La décision de prorogation est immédiatement notifiée aux autorités compétentes étrangères précitées.

## Section 2. — Consultations transfrontières organisées par la Région wallonne

Sous-section 1<sup>er</sup>. — Procédure préalable

Art. D.29-24-2. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un plan ou un programme est soumis à la réalisation d'un rapport sur les incidences environnementales et que le Gouvernement, statuant en application de l'article D.56, § 2, constate qu'il est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, ou lorsqu'une autre Région, un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à la Convention précitée, qui est susceptible d'être notablement affecté par le plan ou le programme, en fait la demande, le projet de plan ou de programme lui est immédiatement notifié pour information.

La notification contient :

- 1° l'ensemble des documents relatifs au projet de plan ou de programme dont dispose le Gouvernement;
- 2° une description du projet de plan ou de programme, accompagnée de toute information disponible quant à ses incidences transfrontières éventuelles.

Dans les quinze jours ouvrables qui suivent la date d'envoi de la notification, la Région, l'État membre de l'Union européenne ou l'État partie à la Convention d'Espoo précitée indique au Gouvernement s'il souhaite participer aux procédures décisionnelles wallonnes.

§ 2. Pour les projets de catégorie B, dans le cas où il a été déterminé par l'autorité chargée d'examiner le caractère complet et recevable de la demande que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une Région, d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à la Convention d'Espoo, ou lorsqu'une autre Région, un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à la Convention précitée, qui est susceptible d'être notablement affecté par le projet, en fait la demande, elle notifie pour information, au moins 15 jours avant la date de la réunion d'information préalable, l'avis visé à l'article D.29-5, § 3, à l'autorité compétente de la Région, de l'État membre de l'Union européenne ou de l'État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière afin de l'inviter, lui et son public concerné par le projet, à participer à au moins une réunion d'information préalable organisée par le demandeur.

La notification contient également :

- 1° une description du projet, accompagnée des informations dont l'autorité dispose quant à ses incidences transfrontières éventuelles;
- 2° des informations quant à la nature de la décision susceptible d'être prise.

La notification mentionne que la Région, l'État membre de l'Union européenne ou l'État partie à la Convention d'Espoo visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est invité à participer à la procédure de cadrage de l'étude définie à l'article D.69 si une telle procédure est diligentée par le demandeur.

Dans les quinze jours ouvrables qui suivent la date d'envoi de la notification, la Région, l'État membre de l'Union européenne ou l'État partie à la Convention d'Espoo précitée indique à l'autorité chargée d'examiner le caractère complet et recevable du dossier de demande s'il souhaite participer aux procédures décisionnelles wallonnes.

§ 3. A défaut de réponse dans le délai visé aux paragraphes 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et paragraphe 2, alinéa 4, la réponse est réputée négative.

§ 4. Les autorités compétentes de la Région ou de l'État susceptibles d'être affectées qui ont indiqué leur souhait de participer aux procédures décisionnelles wallonnes peuvent participer à la procédure de cadrage de l'évaluation des incidences sur l'environnement visée par l'article D.69 et selon les mêmes modalités.

§ 5. Le Gouvernement peut déterminer :

- 1° les modalités relatives à la notification et sa transmission;
- 2° les modalités suivant lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'État susceptibles d'être affectées peuvent participer à la procédure de cadrage de l'évaluation des incidences sur l'environnement visée par l'article D.69.

Art. D.29-24-3. § 1<sup>er</sup>. En cas de réponse négative à la notification visée à l'article D.29-24-2 par l'autre Région, l'autre État membre ou l'autre État partie à la Convention d'Espoo précitée, celui-ci ne pourra pas participer à l'éventuelle réunion de cadrage préalable sollicitée par le maître d'ouvrage sur base de l'article D.69 et ne pourra pas solliciter l'organisation d'une consultation, conformément à l'article D.29-24-5.

§ 2. Dans tous les cas, l'autorité compétente de l'autre Région, de l'autre État membre ou de l'autre État partie à la Convention d'Espoo précitée est informée des modalités relatives à l'organisation de l'enquête publique sur le territoire wallon et des modalités de participation de son public à cette enquête, conformément à l'article D.29-24-4, ainsi que de la décision adoptée par le Gouvernement ou l'autorité compétente sur le plan, le programme ou le projet.

## Sous-section 2. — Procédure suivant la validation du projet de plan ou de programme ou l'introduction de la demande de permis

Art. D.29-24-4. § 1<sup>er</sup>. A l'issue de l'approbation du projet de plan ou du projet de programme, le rapport des incidences environnementales, lequel comprend les informations éventuelles relatives aux incidences transfrontières du dossier, ainsi que le projet de plan ou le projet de programme tels qu'ils ont été validés par le Gouvernement, sont transmis par ce dernier, pour participation du public et de l'autorité, à l'autorité compétente de la Région, de l'État membre de l'Union européenne ou de l'État partie à la Convention d'Espoo précitée. Sont également joints les principaux rapports et avis qui ont été joints au dossier de demande et dont les autorités compétentes wallonnes disposent à la date de cet envoi.

L'envoi a lieu au plus tard 30 jours avant le début de l'enquête publique en Région wallonne.

L'envoi contient les éléments suivants :

1° les coordonnées des autorités compétentes pour prendre la décision, de celles auprès desquelles peuvent être obtenus des renseignements pertinents, de celles auxquelles des observations ou questions peuvent être adressées ainsi que des précisions sur les délais de transmission des observations ou des questions;

2° l'indication de la date et du lieu où les renseignements pertinents seront mis à la disposition du public et des moyens par lesquels ils le seront;

3° les modalités précises de la participation et de la consultation du public; 4° le résumé non technique du rapport sur les incidences environnementales.

§ 2. Lorsque la demande de permis pour un projet a été déclarée complète et recevable, l'autorité chargée d'examiner le caractère complet et recevable de cette demande transmet à la Région, l'État membre de l'Union européenne ou l'État partie à la Convention d'Espoo, le dossier de demande accompagné de l'étude d'incidences. Sont également joints les principaux rapports et avis qui ont été joints au dossier de demande et dont les autorités compétentes wallonnes disposent à la date de cet envoi.

L'envoi a lieu au plus tard 30 jours avant le début de l'enquête publique organisée sur le territoire de la commune où se situe le projet ou la plus grande superficie occupée par le projet.

L'envoi contient les éléments suivants :

1° les coordonnées des autorités compétentes pour prendre la décision, de celles auprès desquelles peuvent être obtenus des renseignements pertinents, de celles auxquelles des observations ou questions peuvent être adressées ainsi que des précisions sur les délais de transmission des observations ou des questions;

2° la nature des décisions possibles ou, lorsqu'il existe, le projet de décision;

3° le cas échéant, des précisions concernant une proposition d'actualisation d'un permis ou des conditions dont il est assorti;

4° l'indication de la date et du lieu, ou des dates et des lieux, où les renseignements pertinents seront mis à la disposition du public et des moyens par lesquels ils le seront;

5° les modalités précises de la participation et de la consultation du public;

6° le résumé non technique de l'étude d'incidences, fournie par le demandeur de permis.

§ 3. Les autorités compétentes de la Région ou de l'État susceptibles d'être affectées peuvent remettre un avis selon les mêmes modalités que les autorités wallonnes compétentes.

#### Sous-section 3. — Consultation

Art. D.29-24-5. Outre les procédures visées aux articles D.29-24-2 à D.29-24-4, l'autorité compétente peut, sur sollicitation de l'autorité compétente de la Région, de l'État membre de l'Union européenne ou de l'État partie à la Convention d'Espoo précitée, organiser une procédure de consultation des autorités compétentes transfrontières, si nécessaire par l'intermédiaire d'un organe commun approprié, sur les incidences transfrontières potentielles du projet et sur les mesures envisagées pour réduire, compenser ou éliminer ces incidences. Elles conviennent d'un délai raisonnable pour la durée de la période de consultation.

Le délai d'envoi de la décision octroyant ou refusant le permis peut être prolongé de 30 jours par l'autorité compétente.

Le Gouvernement peut déterminer les règles et modalités suivant lesquelles la consultation est organisée.

#### Sous-section 4. — Décision

Art. D.29-24-6. L'autorité compétente informe l'autre Région, l'autre État membre de l'Union européenne ou l'autre État partie à la Convention d'Espoo consultés de sa décision sur le plan, le programme ou le projet soumis à permis.

Lorsqu'il s'agit d'un plan ou d'un programme, sont transmis les documents suivants :

1° le plan ou le programme tel qu'adopté;

2° la déclaration environnementale et les mesures de suivi du plan.

Le Gouvernement peut définir les modalités et conditions de transmission des décisions d'adoption d'un plan, d'un programme ou d'un projet aux autorités compétentes de la Région, de l'État membre de l'Union européenne ou de l'État partie à la Convention d'Espoo qui ont été consultées.

*Section 3. — Consultations transfrontières organisées par une autre Région, un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à la Convention d'Espoo*

Art. D.29-24-7. Lorsqu'un plan, un programme ou un projet situé sur le territoire d'une autre Région, d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement de la Région wallonne, les informations sur le plan, le programme ou le projet accompagné des documents d'évaluation des incidences, qui ont été transmis par les autorités compétentes de cette autre Région ou de cet autre État, sont mises à la disposition du public et des instances désignées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine :

1° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mises à la disposition du public et des instances visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2° les modalités suivant lesquelles l'avis du public et des instances consultées est recueilli et transmis.

#### *Section 4. — Confidentialité*

Art. D.29-24-8. En cas de réception d'informations transmises à l'autorité compétente par une autre Région, un autre État membre ou un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, lesdites informations sont soumises aux restrictions en matière de secret commercial et industriel, notamment de propriété intellectuelle, ainsi qu'en matière de protection de l'intérêt public, en vigueur dans la Région ou l'État où le projet est proposé, sans préjudice des dispositions qui, en droit wallon, ont pour objet de transposer la directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil. "

**Art. 7.** A l'article D.53 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 4 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " 52 à 61 " sont remplacés par les mots " D.52 à D.61 ";

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots " 66, § 2 " sont remplacés par les mots : " D.64 ";

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots " 66, § 2 " sont remplacés par les mots " D.64 ";

4° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots " l'article 54 " sont remplacés par les mots " l'article D.54 ";

5° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " l'article 54 " sont remplacés par les mots " l'article D.54 ";

6° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots " l'article 54 " sont remplacés par les mots " l'article D.54 ".

**Art. 8.** A l'article D.59 du même Livre, tel que modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots " de l'article D.29-11 " sont remplacés par les mots " des articles D.29-24-2 à D.29-24-4 ".

**Art. 9.** A l'article D.65, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " visés par l'article D.64, § 1<sup>er</sup>, " sont remplacés par les mots " visé par l'article D.64 ";

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots " conformément à l'article D.66, § 2, " sont remplacés par les mots " dans la notice d'évaluation des incidences, ";

3° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai imparti à l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet et recevable " sont remplacés par les mots " à dater du dépôt de la demande ou, lorsque l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet et recevable de celle-ci a demandé des compléments d'information, à dater du dépôt de ces compléments ";

4° au paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " conformément au chapitre III du Titre I<sup>er</sup> du présent Code " sont remplacés par les mots " selon les modalités des articles D.20.15 à D.20.18 ".

**Art. 10.** Dans l'article D.68, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les mots " l'évaluation des incidences sur l'environnement est mis en oeuvre une seule fois " sont remplacés par les mots " une seule notice d'évaluation des incidences ou une seule étude d'incidences est réalisée ".

**Art. 11.** Dans l'article D.71 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " les instances susceptibles d'être concernées " sont remplacés par les mots " les instances et/ou les services susceptibles d'être concernés " et les mots " Les instances visées "

" sont remplacés par les mots " Les instances et/ou les services visés ";

2° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots " Lorsqu'elles ne disposent pas des informations requises, l'autorité compétente ou les instances intervenant " sont remplacés par les mots " Lorsqu'ils ne disposent pas des informations requises, l'autorité compétente, les instances ou les services intervenant ";

3° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots " Lorsqu'elles ne disposent pas des informations requises, l'autorité compétente ou les instances intervenant " sont remplacés par les mots " Lorsqu'ils ne disposent pas des informations requises, l'autorité compétente, les instances ou les services intervenant ".

**Art. 12.** Dans l'article D.72 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 16 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " la personne " sont remplacés par les mots " l'auteur agréé ";

2° les mots " D.I.5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° ", insérés par le décret du 20 juillet 2016, sont remplacés par les mots " D.I.4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du CoDT ainsi que les services désignés par le Gouvernement en raison de leur expertise ".

**Art. 13.** A l'article D.74, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les mots " selon les modalités du titre III de la partie III du présent Code " sont remplacés par les mots " selon les modalités des articles D.29-1 à D.29-28 ".

**Art. 14.** A l'article D.75, § 4, alinéa 2, 3°, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les mots " D.29-11, § 1<sup>er</sup> " sont remplacés par les mots " D.29-24-2 à D.29-24-5 ".

**Art. 15.** A l'alinéa 2 de l'article D.77 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots " d'une des dispositions " sont abrogés;

2° le 7° est remplacé par ce qui suit :

" 7° dans le cas visé à l'article D.65, § 3, dernier alinéa; ";

3° le 8° est abrogé.

**Art. 16.** Dans le titre de l'annexe II du même Livre, les mots " aux articles D.64, § 1<sup>er</sup>, et D.65, § § 2 et 3 " sont remplacés par les mots " à l'article D.64, § 1<sup>er</sup> ".

**Art. 17.** A l'annexe III du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° le titre est complété par les mots " conformément à l'article D.64, § 2 ";

2° au point 3. " Type et caractéristiques de l'impact potentiel ", alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " D.66, § 1<sup>er</sup> " sont remplacés par les mots " D.62, § 2, ".

#### CHAPITRE 2. — Dispositions modificatives au Code du Développement territorial

**Art. 18.** Dans l'article D.IV.34, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code du Développement territorial, les mots " visées à l'article D.68 " sont remplacés par les mots " visées à l'article D.65 du Livre I<sup>er</sup> ".

**Art. 19.** A l'article D.V.2 du Code du Développement territorial, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 2, les mots " de l'article D.68 " sont remplacés par les mots " de l'article D.65 ";

2° au paragraphe 2, 4°, les mots " de l'article 65 " sont remplacés par les mots " de l'article D.62, § 1<sup>er</sup> ";

3° au paragraphe 7, les mots " des articles D.64 et D.68 " sont remplacés par les mots " des articles D.65 et D.75 ".

**Art. 20.** Dans l'article D.VII.13, deuxième alinéa, du Code du Développement territorial, les mots " de l'article D.66 " sont remplacés par les mots " de l'article D.62, § 2, et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe III ".

**Art. 21.** Dans l'article D.VIII.1, 4°, du Code du Développement territorial, modifié par le décret du 24 mai 2018, les mots " aux articles D.64, § 2, et D.68, § § 2 et 3, " sont remplacés par les mots " aux articles D.64 et D.65 ".

**Art. 22.** Dans l'article D.VIII.31, § 2, du Code du Développement territorial, remplacé par le décret du 13 décembre 2023, les mots " de l'article 64, § 2 " sont remplacés par les mots " de l'article D.64 ".

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales et transitoires*

**Art. 23.** Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux procédures d'évaluation des incidences environnementales des projets pour lesquelles l'avis annonçant la réunion d'information préalable a fait l'objet d'une publication dans les médias avant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux procédures d'évaluation des incidences environnementales des plans et programmes pour lesquelles le Gouvernement, ou la personne qu'il délègue à cette fin, a soumis le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan ou de programme pour avis au pôle " Environnement ", aux communes concernées et aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter avant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Donné à Namur, le 11 avril 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—————  
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1643 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 6

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 avril 2024

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203780]

**11. APRIL 2024 — Dekret zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches und des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret werden die Richtlinie 2011/92/EU über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten sowie die Richtlinie 2014/52/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 zur Änderung der Richtlinie 2011/92/EU über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten teilweise umgesetzt.

KAPITEL 1. — *Bestimmungen zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches*

**Art. 2** - In Artikel D.29-1 § 4 Buchstabe b Ziffer 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird die Wortfolge "D.64, § 1" durch die Wortfolge "D.64" ersetzt.

**Art. 3** - Artikel D.29-5 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.29-5 - § 1. Für die Projekte der Kategorie B wird eine vorherige Informationsversammlung veranstaltet, die vor der Einreichung des Genehmigungsantrags stattfindet.

Für die Projekte der Kategorie C kann auf Initiative des Antragstellers eine vorherige Informationsversammlung veranstaltet werden, die vor der Einreichung des Genehmigungsantrags stattfindet.

Diese Informationsversammlung hat zum Gegenstand:

1° dem Antragsteller die Möglichkeit zu geben, sein Projekt vorzustellen;

2° der Bevölkerung die Möglichkeit zu bieten, sich zu informieren und ihre Bemerkungen und Anregungen über das Projekt zu unterbreiten;

3° wenn gemäß den Artikeln D.64, D.65 § 2 und 3 eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschrieben ist:

- die besonderen Punkte, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung behandelt werden könnten, hervorzuheben;
- technische Alternativen vorzuschlagen, die durch den Antragsteller vernünftig erwogen werden können, damit sie bei der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

§ 2. Der Antragsteller legt folgendes fest:

- 1° das Datum, die Uhrzeit und den Ort der Informationsversammlung;
- 2° die besonderen Modalitäten für die Fernansicht des Videos der Versammlung und der dabei verwendeten Dokumente und Medien;
- 3° die Kontaktpersonen, bei denen Informationen eingeholt werden können, sowie deren physische und elektronische Adresse.

§ 3. mindestens fünfzehn Tage vor der Informationsversammlung oder bei mehreren Versammlungen vor der ersten Versammlung veröffentlicht der Antragsteller eine Bekanntmachung, die Folgendes angibt:

- 1° die Identität des Antragstellers;
- 2° die Art und den Standort des Projekts;
- 3° den Gegenstand der Versammlung wie in Paragraf 1 Absatz 3 angegeben;
- 4° das Datum, die Uhrzeit und den Ort der Informationsversammlung oder bei mehreren Versammlungen den Ort jeder Versammlung;
- 5° die besonderen Modalitäten für die Fernansicht des Videos der Versammlung und der dabei verwendeten Dokumente und Medien;
- 6° die Kontaktpersonen, bei denen Informationen eingeholt werden können, sowie deren physische und elektronische Adresse.

Diese Bekanntmachung wird der Gemeinde übermittelt, auf deren Gebiet das Projekt durchgeführt werden soll, und in zwei Medien verbreitet, die vom Antragsteller unter folgenden Medien gewählt werden:

- 1° zwei in der Region verbreitete Tageszeitungen;
- 2° ein kommunales Informationsblatt, wenn es ein solches gibt und wenn es an die gesamte Bevölkerung ausgeteilt wird;
- 3° eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt wird;
- 4° ein Informationsblatt, das in einem Umkreis von drei Kilometern des Ortes, an dem das Projekt betrieben werden soll, als Wurfsendung ausgeteilt wird.

Der Antragsteller übermittelt dem Gemeindegremium eine Abschrift der veröffentlichten Bekanntmachungen, Dokumente und Medien.

Bis zum Tag nach der Informationsversammlung oder bei mehreren Versammlungen nach jeder Versammlung wird eine Bekanntmachung angeschlagen, die den Absatz 1 wiedergibt, und zwar:

- 1° an den üblichen Anschlagstellen;
- 2° an vier Stellen in der Nähe des Ortes, an dem das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren Straße oder Durchfahrtsstraße;
- 3° auf der Website der betroffenen Gemeinde.

§ 4. Wenn eine öffentliche Untersuchung auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden organisiert wird, sind die Paragraphen 1 und 2 auf jede der betroffenen Gemeinden anwendbar.

§ 5. Der Antragsteller stellt das Projekt vor.

Die Versammlung wird vom Antragsteller nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten gefilmt.

Der Antragsteller ist für die Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich, die durch die Aufzeichnung des Videos und dessen Ansicht erfolgt.

Der Zweck der Aufzeichnung und ihrer möglichen Ansicht besteht darin, eine maximale aktive Bekanntmachung zu gewährleisten, indem der Grad der Beteiligung der Öffentlichkeit erhöht wird, indem sie die Möglichkeit erhält, sich zu informieren und Anmerkungen zu machen, indem sie sich später das Video der vorherigen Informationsversammlung ansieht.

Die Aufzeichnung enthält:

- 1° eine Audio- und Videoaufzeichnung der Beiträge:
  - a) des Antragstellers;
  - b) der Vertreter der Gemeinde, auf deren Gebiet das Projekt geplant ist, und der Umweltberater.
- 2° eine Audioaufzeichnung aller anderen Beiträge.

§ 6. Das Video der Versammlung und die dabei verwendeten Dokumente und Medien können ab dem übernächsten Tag der Versammlung und bis zum Ablauf einer Frist von fünfzehn Tagen nach vorheriger Anmeldung und per Fernzugriff in der Gemeinde eingesehen werden.

Das Video wird nach Ablauf dieser Frist von dem für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten Verantwortlichen vernichtet.

§ 7. Die Regierung bestimmt:

- 1° die Modalitäten für die Information der Öffentlichkeit;
- 2° den Fall oder die Fälle, in denen mehrere vorherige Informationsversammlungen durchgeführt werden müssen, und die Modalitäten für die Organisation der Informationsversammlung oder gegebenenfalls der Versammlungen;
- 3° die Modalitäten für die Organisation der Informationsversammlung per Videokonferenz sowie die besonderen Modalitäten für die Fernansicht des Videos der Versammlung und der dabei verwendeten Dokumente und Medien;
- 4° welche Instanzen und Verwaltungen zur Informationsversammlung eingeladen werden;

5° die Modalitäten, nach denen die Öffentlichkeit ihre Bemerkungen, Anregungen und Anfragen zur Hervorhebung besonderer Punkte bezüglich des Projekts äußern und technische Alternativen vorschlagen kann, die durch den Antragsteller vernünftig erwogen werden können, damit sie bei der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.“

**Art. 4** - Artikel D.29-6 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.29-6 - Ein Vertreter der Gemeinde führt den Vorsitz der Informationsversammlung. Der Umweltberater oder, falls nicht vorhanden, ein Vertreter der Gemeinde gewährleistet die Sekretariatsführung, erstellt ein Protokoll und stellt eine Bescheinigung darüber aus, dass das Video die in Artikel D.29-5 § 5 Absatz 5 genannten Elemente enthielt.

Diese hält er der Öffentlichkeit zur Verfügung und übermittelt sie innerhalb von dreißig Tagen nach der Informationsversammlung der zuständigen Behörde und dem Antragsteller.

Die Regierung legt den Mindestinhalt des Protokolls und der Bescheinigung gemäß Absatz 1 fest.“

**Art. 5** - Artikel D.29-11 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird aufgehoben.

**Art. 6** - In Teil III Titel III desselben Buches wird ein Kapitel *IVbis*, das die Artikel D.29-24-1 bis D.29-24-8 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Kapitel *IVbis* - Grenzüberschreitende Konsultationen

#### *Abschnitt 1* — Allgemeines

Art. D.29-24-1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels gelten zusätzlich zu den in den vorhergehenden Kapiteln des Titels III festgelegten Bestimmungen für wallonische Pläne oder Programme, bei denen mit erheblichen Auswirkungen auf eine andere Region, einen anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einen anderen Vertragsstaat des Übereinkommens von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen zu rechnen ist, sowie für grenzüberschreitende Pläne oder Programme, bei denen mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt der Wallonischen Region zu rechnen ist. Im Falle einer Abweichung wird den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels Vorrang eingeräumt.

Die in den auf die betreffenden Pläne oder Programme anwendbaren Dekretverfahren vorgesehenen und bei Strafe der Nichtigkeit festgelegten Fristen werden auf Beschluss der Verwaltung gegebenenfalls um 20 Tage verlängert, um die im vorliegenden Kapitel festgelegte Frist für die grenzüberschreitende Konsultation der zuständigen Behörden der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union oder des Vertragsstaats des Übereinkommens von Espoo und ihrer Öffentlichkeit zu berücksichtigen. Der Verlängerungsbeschluss wird den oben genannten zuständigen ausländischen Behörden unverzüglich notifiziert.

*Abschnitt 2* — Grenzüberschreitende Konsultationen, die von der Wallonischen Region organisiert werden

#### *Unterabschnitt 1* — Vorverfahren

Art. D.29-24-2 - § 1. Wenn ein Plan oder ein Programm der Erstellung eines Umweltverträglichkeitsberichts unterliegt und die Regierung in Anwendung von Artikel D.56 § 2 feststellt, dass bei ihm mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines anderen Vertragsstaates des Übereinkommens von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen zu rechnen ist, oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer Vertragsstaat des genannten Übereinkommens, die bzw. der von dem Plan oder Programm erheblich beeinträchtigt werden könnte, dies beantragt, so wird ihr bzw. ihm der Plan- oder Programm-entwurf unverzüglich zur Kenntnisnahme mitgeteilt.

Die Mitteilung enthält:

1° die Gesamtheit der Dokumente, die sich auf den Plan- oder Programm-entwurf beziehen und über die die Regierung verfügt;

2° eine Beschreibung des Plan- oder Programm-entwurfs, zusammen mit allen verfügbaren Informationen über seine möglichen grenzüberschreitenden Auswirkungen.

Innerhalb von fünfzehn Werktagen nach dem Versanddatum der Mitteilung teilt die Region, der Mitgliedstaat der Europäischen Union oder der Vertragsstaat des oben genannten Übereinkommens von Espoo der Regierung mit, ob sie bzw. er an den wallonischen Beschlussfassungsverfahren teilnehmen möchte.

§ 2. Bei Projekten der Kategorie B, wenn die für die Prüfung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zuständige Behörde festgestellt hat, dass bei dem Projekt mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt einer Region, eines Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines Vertragsstaats des Übereinkommens von Espoo zu rechnen ist, oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer Vertragsstaat des oben genannten Übereinkommens, die bzw. der von dem Projekt erheblich beeinträchtigt werden könnte, dies beantragt, teilt sie zur Information mindestens 15 Tage vor dem Datum der vorherigen Informationsversammlung die in Artikel D.29-5 § 3 genannte Stellungnahme an die zuständige Behörde der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union oder des Vertragsstaats des Übereinkommens von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen mit, um sie und die von dem Projekt betroffene Öffentlichkeit zur Teilnahme an mindestens einer vom Antragsteller organisierten vorherigen Informationsversammlung einzuladen.

Die Mitteilung enthält ebenfalls:

1° eine Beschreibung des Projekts, zusammen mit den der Behörde zur Verfügung stehenden Informationen über seine möglichen grenzüberschreitenden Auswirkungen;

2° die Informationen hinsichtlich der Art des Beschlusses, der gefasst werden könnte.

Die Mitteilung erwähnt, dass die Region, der Mitgliedstaat der Europäischen Union oder der in Absatz 1 genannte Vertragsstaat des Übereinkommens von Espoo eingeladen wird, an dem Verfahren zur Festlegung der Rahmenbedingungen der Studie gemäß Artikel D.69 teilzunehmen, wenn ein solches Verfahren vom Antragsteller eingeleitet wird.

Innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen nach dem Versanddatum der Mitteilung teilt die Region, der Mitgliedstaat der Europäischen Union oder der Vertragsstaat des oben genannten Übereinkommens von Espoo der für die Prüfung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Antragsakte zuständigen Behörde mit, ob sie bzw. er an den wallonischen Beschlussfassungsverfahren teilnehmen möchte.



§ 3. In Ermangelung einer Antwort innerhalb der in Paragraph 1 Absatz 3 und Paragraph 2 Absatz 4 genannten Frist, gilt die Antwort als negativ.

§ 4. Die zuständigen Behörden der Region oder des Staates, die bzw. der beeinträchtigt werden könnte, die ihren Wunsch zur Teilnahme an den wallonischen Beschlussfassungsverfahren geäußert haben, können an dem Verfahren zur Festlegung der Rahmenbedingungen der Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß Artikel D.69 und zu denselben Modalitäten teilnehmen.

§ 5. Die Regierung kann Folgendes bestimmen:

1° die Modalitäten in Bezug auf die Mitteilung und ihre Übermittlung;

2° die Modalitäten nach welchen die zuständigen Behörden der Region oder des Staates, die bzw. der beeinträchtigt werden könnte, an dem Verfahren zur Festlegung der Rahmenbedingungen der Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß Artikel D.69 teilnehmen können;

Art. D.29-24-3 - § 1. Im Falle einer negativen Antwort auf die in Artikel D.29-24-2 genannte Mitteilung durch die andere Region, den anderen Mitgliedstaat oder den anderen Vertragsstaat des Übereinkommens von Espoo, kann diese bzw. dieser nicht an der eventuellen Versammlung zur vorherigen Festlegung, die vom Projektträger auf der Grundlage von Artikel D.69 beantragt wird, teilnehmen und nicht die Organisation einer Konsultation gemäß Artikel D.29-24-5 beantragen.

§ 2. In jedem Fall wird die zuständige Behörde der anderen Region, des anderen Mitgliedstaats oder des anderen Vertragsstaats des oben genannten Übereinkommens von Espoo über die Modalitäten bezüglich der Organisation der öffentlichen Untersuchung auf dem wallonischen Gebiet und über die Modalitäten der Beteiligung der Öffentlichkeit an dieser Untersuchung gemäß Artikel D.29-24-4 sowie über den von der Regierung oder der zuständigen Behörde verabschiedeten Beschluss über den Plan, das Programm oder das Projekt informiert.

#### Unterabschnitt 2 — Verfahren nach der Validierung des Plan- oder Programmentwurfs oder der Einreichung des Genehmigungsantrags

Art. D.29-24-4 - § 1. Nach Abschluss der Genehmigung des Plan- oder Programmentwurfs werden der Umweltverträglichkeitsbericht, der auch eventuelle Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen der Antragsakte enthält, sowie der Plan- oder Programmentwurf in der von der Regierung bestätigten Form von der Regierung zur Beteiligung der Öffentlichkeit und der Behörde an die zuständige Behörde der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union oder des Vertragsstaats des oben genannten Übereinkommens von Espoo weitergeleitet. Ebenfalls beigefügt werden die wichtigsten Berichte und Stellungnahmen, die der Antragsakte beigefügt wurden und die zur Verfügung der zuständigen wallonischen Behörden zum Zeitpunkt dieses Versands stehen.

Der Versand erfolgt spätestens 30 Tage vor Beginn der öffentlichen Untersuchung in der Wallonischen Region.

Der Versand enthält folgende Elemente:

1° genaue Angaben zu den jeweiligen Behörden, die für den Beschluss zuständig sind, bei denen relevante Informationen erhältlich sind bzw. bei denen Stellungnahmen oder Fragen eingereicht werden können, sowie zu vorgesehenen Fristen für die Übermittlung von Stellungnahmen oder Fragen;

2° die Angaben, wann, wo und in welcher Weise die relevanten Informationen zugänglich gemacht werden;

3° Einzelheiten zu den Modalitäten für die Beteiligung und die Konsultation der Öffentlichkeit; 4° die nichttechnische Zusammenfassung des Umweltverträglichkeitsberichts.

§ 2. Wurde der Genehmigungsantrag eines Projekts für vollständig und zulässig erklärt, übermittelt die mit der Prüfung der Vollständigkeit und Zulässigkeit dieses Antrags beauftragte Behörde der Region, dem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder dem Vertragsstaat des Übereinkommens von Espoo die Antragsakte zusammen mit der Umweltverträglichkeitsstudie. Ebenfalls beigefügt werden die wichtigsten Berichte und Stellungnahmen, die der Antragsakte beigefügt wurden und die der zuständigen wallonischen Behörden zum Zeitpunkt des Versands zur Verfügung stehen.

Der Versand erfolgt spätestens 30 Tage vor Beginn der öffentlichen Untersuchung, die auf dem Gebiet der Gemeinde, in der das Projekt liegt oder die größte von dem Projekt beanspruchte Fläche liegt, organisiert wird.

Der Versand enthält folgende Elemente:

1° genaue Angaben zu den jeweiligen Behörden, die für den Beschluss zuständig sind, bei denen relevante Informationen erhältlich sind bzw. bei denen Stellungnahmen oder Fragen eingereicht werden können, sowie zu vorgesehenen Fristen für die Übermittlung von Stellungnahmen oder Fragen;

2° die Art der möglichen Beschlüsse, oder, soweit vorhanden, den Beschlusssentwurf;

3° gegebenenfalls die Einzelheiten zu einem Vorschlag zur Aktualisierung einer Genehmigung oder von Genehmigungsbedingungen;

4° die Angaben dazu, wann, wo (bzw. zu den Daten und Orten) und in welcher Weise die einschlägigen Informationen zugänglich gemacht werden;

5° Einzelheiten zu den Modalitäten für die Beteiligung und die Konsultation der Öffentlichkeit;

6° die nichttechnische Zusammenfassung der Umweltverträglichkeitsstudie, die vom Antragsteller der Genehmigung vorgelegt wird.

§ 3. Die zuständigen Behörden der Region oder des Staates, die beeinträchtigt werden könnten, können nach denselben Modalitäten wie die zuständigen wallonischen Behörden eine Stellungnahme abgeben.

#### Unterabschnitt 3 — Konsultation

Art. D.29-24-5 - Außer den in den Artikeln D.29-24-2 bis D.29-24-4 genannten Verfahren kann die zuständige Behörde auf Antrag der zuständigen Behörde der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union oder des Vertragsstaats des oben genannten Übereinkommens von Espoo ein Verfahren zur Konsultation der grenzüberschreitend zuständigen Behörden, erforderlichenfalls über ein geeignetes gemeinsames Organ, über die potenziellen grenzüberschreitenden Auswirkungen des Projekts und die geplanten Maßnahmen zur Verringerung, zum Ausgleich oder zur Beseitigung dieser Auswirkungen organisieren. Sie einigen sich auf eine angemessene Frist für die Dauer der Konsultationsphase.

Die Frist für den Versand des Beschlusses, mit der die Genehmigung erteilt oder verweigert wird, kann von der zuständigen Behörde um 30 Tage verlängert werden.

Die Regierung kann die Regeln und Modalitäten bestimmen, nach denen die Konsultation organisiert wird.

## Unterabschnitt 4 — Beschlussfassung

Art. D.29-24-6 - Die zuständige Behörde unterrichtet die andere Region, den anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder den anderen Vertragsstaat des Übereinkommens von Espoo, die konsultiert wurden, über ihren Beschluss über den genehmigungspflichtigen Plan, das genehmigungspflichtige Programm oder das genehmigungspflichtige Projekt.

Wenn es sich um einen Plan oder ein Programm handelt, werden folgende Dokumente übermittelt:

- 1° der Plan oder das Programm in seiner verabschiedeten Form;
- 2° die Umwelterklärung und die Maßnahmen zur Überwachung des Plans.

Die Regierung kann die Modalitäten und Bedingungen für die Übermittlung der Beschlüsse über die Verabschiedung eines Plans, eines Programms oder eines Projekts an die zuständigen Behörden der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union oder des Vertragsstaats des Übereinkommens von Espoo, die konsultiert wurden, festlegen.

*Abschnitt 3 — Grenzüberschreitende Konsultationen, die von einer anderen Region, einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem anderen Vertragsstaat des Übereinkommens von Espoo organisiert werden*

Art. D.29-24-7 - Wenn mit einem Plan, Programm oder Projekt, der bzw. das sich auf dem Gebiet einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen Vertragsstaats des Übereinkommens von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen befindet, mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt der Wallonischen Region zu rechnen ist, werden die Informationen über den Plan, das Programm oder Projekt, denen die von den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Staats übermittelten Dokumente zur Prüfung der Auswirkungen beigelegt werden, der Öffentlichkeit und den von der Regierung benannten Instanzen zur Verfügung gestellt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Modalitäten, nach denen die in Absatz 1 genannten Informationen der Öffentlichkeit und den in Absatz 1 genannten Instanzen zur Verfügung gestellt werden;
- 2° die Modalitäten, nach denen die Stellungnahme der Öffentlichkeit und der konsultierten Instanzen eingeholt und übermittelt werden.

*Abschnitt 4 — Vertraulichkeit*

Art. D.29-24-8 - Bei Erhalt von Informationen, die der zuständigen Behörde von einer anderen Region, einem anderen Mitgliedstaat oder einem anderen Vertragsstaat des Übereinkommens von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen übermittelt werden, unterliegen diese Informationen den Beschränkungen in Bezug auf gewerbliche und handelsbezogene Geheimnisse, insbesondere im Bereich des geistigen Eigentums, sowie in Bezug auf das öffentliche Interesse, die in der Region oder dem Staat gelten, in dem das Projekt vorgeschlagen wird, unbeschadet der Bestimmungen, die im wallonischen Recht die Umsetzung der Richtlinie 2003/4/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2003 über den Zugang der Öffentlichkeit zu Umweltinformationen und zur Aufhebung der Richtlinie 90/313/EWG des Rates bezwecken. "

**Art. 7** - In Artikel D.53 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "52 bis 61" durch die Wortfolge "D.52 bis D.61" ersetzt;
- 2° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "66, § 2" durch die Wortfolge "D.64" ersetzt;
- 3° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "66, § 2" durch die Wortfolge "D.64" ersetzt;
- 4° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "Artikel 54" durch die Wortfolge "Artikel D.54" ersetzt;
- 5° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "Artikel 54" durch die Wortfolge "Artikel D.54" ersetzt;
- 6° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "Artikel 54" durch die Wortfolge "Artikel D.54" ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel D.59 desselben Buches abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010 wird die Wortfolge "des Artikels D. 29-11" durch die Wortfolge "D.29-24-2 bis D.29-24-4" ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel D.65 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen

- 1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "in Art. D.64, § 1" durch die Wortfolge "in Artikel D.64" ersetzt;
- 2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "gemäß Artikel D 66 § 2" durch die Wortfolge "in der Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung" ersetzt;
- 3° in Paragraph 3 Absatz 1 wird die Wortfolge "ab dem Tag nach demjenigen, an dem die Frist abläuft, die der Behörde, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, eingeräumt wird," durch die Wortfolge "ab dem Tag der Einreichung des Antrags oder, wenn die für die Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit zuständige Behörde zusätzliche Informationen angefordert hat, ab dem Tag der Einreichung dieser zusätzlichen Informationen" ersetzt;

4° in Paragraph 5 Absatz 1 wird die Wortfolge "gemäß Kapitel III von Titel I des vorliegenden Gesetzbuches" durch die Wortfolge "gemäß den Modalitäten der Artikel D.20.15 bis D.20.18" ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel D.68 Absatz 1 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird die Wortfolge "die Prüfung der Umweltverträglichkeit ein einziges Mal vorgenommen" durch die Wortfolge "eine einzige Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung oder eine einzige Umweltverträglichkeitsstudie durchgeführt" ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel D.71 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "die Instanzen, die aufgrund ihres umweltbezogenen Aufgabenbereichs oder ihrer lokalen und regionalen Zuständigkeit vom Projekt beeinträchtigt werden könnten" durch die Wortfolge "die Instanzen und/oder Dienststellen, die aufgrund ihres umweltbezogenen Aufgabenbereichs oder ihrer lokalen und regionalen Zuständigkeit vom Projekt beeinträchtigt werden könnten" ersetzt und die Wortfolge "Die in Artikel D.72 des vorliegenden Buches genannten Instanzen und/oder Dienststellen" ersetzt;

2° in Paragraf 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "Stehen ihnen die erforderlichen Informationen nicht zur Verfügung, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bestimmten Instanzen" durch die Wortfolge "Stehen ihnen die erforderlichen Informationen nicht zur Verfügung, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bestimmten Instanzen oder Dienststellen" ersetzt;

3° in Paragraf 4 Absatz 2 wird die Wortfolge "Stehen ihnen die erforderlichen Informationen nicht zur Verfügung, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bestimmten Instanzen" durch die Wortfolge "Stehen ihnen die erforderlichen Informationen nicht zur Verfügung, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bestimmten Instanzen oder Dienststellen" ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel D.72 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "der Person" wird durch die Wortfolge "dem zugelassenen Autor" ersetzt;

2° die Wortfolge "in dem in Artikel D.I.5 § 1 Absatz 1 Ziffer 5", eingefügt durch das Dekret vom 20. Juli 2016 wird durch die Wortfolge "in dem in Artikel D.I.4 § 1 Absatz 1 Ziffer 5 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung sowie die von der Regierung aufgrund ihres Fachwissens benannten Dienststellen" ersetzt.

**Art. 13** - In Artikel D.74 Absatz 1 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018 wird die Wortfolge "gemäß den Modalitäten des Titels III des Teils III des vorliegenden Gesetzbuches" durch die Wortfolge "gemäß den Modalitäten der Artikel D.29-1 bis D.29-28" ersetzt.

**Art. 14** - In Artikel D.75 § 4 Absatz 2 Ziffer 3 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird die Wortfolge "D.29-11 § 1" durch die Wortfolge "D.29-24-2 bis D.29-24-5" ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel D.77 Absatz 2 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 2 wird die Wortfolge "eine der Bestimmungen von" aufgehoben;

2° Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"7° in dem in Artikel D.65 § 3, letzter Absatz genannten Fall;";

3° Ziffer 8 wird aufgehoben.

**Art. 16** - Im Titel von Anhang II desselben Buches wird die Wortfolge "gemäß den Artikeln D.64 § 1 und D.65 § 2 und 3" durch die Wortfolge "gemäß Artikel D.64 § 1" ersetzt.

**Art. 17** - In der Anhang III desselben Buches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Titel wird mit der Wortfolge "gemäß Artikel D.64 § 2" ergänzt;

2° in Punkt 3 "Art und Merkmale der potenziellen Auswirkungen", Absatz 1, wird die Wortfolge "D.66 § 1" durch die Wortfolge "D.62 § 2" ersetzt.

#### KAPITEL 2 — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

**Art. 18** - In Artikel D.IV.34 Absatz 1 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird die Wortfolge " in Artikel D.68" durch die Wortfolge "in Artikel D.65 des Buches I" ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel D.V.2 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Ziffer 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "von Artikel D.68" durch die Wortfolge "von Artikel D.65" ersetzt;

2° in Paragraf 2 Ziffer 4 wird die Wortfolge "von Artikel 65" durch die Wortfolge "von Artikel D.62 § 1" ersetzt;

3° in Paragraf 7 wird die Wortfolge "Artikel D.64 und D.68" durch die Wortfolge "Artikel D.65 und D.75" ersetzt.

**Art. 20** - In Artikel D.VII.13 Absatz 2 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird die Wortfolge "von Artikel D.66" durch die Wortfolge "von Artikel D.62 § 2 und unter Berücksichtigung der relevanten Auswahlkriterien gemäß Anhang III" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel D.VIII.1 Ziffer 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird die Wortfolge "gemäß den Artikeln D.66 § 2 und D.68 § 2 und § 3" durch die Wortfolge "gemäß den Artikeln D.64 und D.65" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel D.VIII.31 § 2 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2023, wird die Wortfolge "Artikel 64 § 2" durch die Wortfolge "Artikel D.64" ersetzt.

KAPITEL 3 — *Schluss- und Übergangsbestimmungen*

**Art. 23** - Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets gelten nicht für Verfahren zur Umweltverträglichkeitsprüfung von Projekten, bei denen die Bekanntmachung der vorherigen Informationsversammlung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets in den Medien veröffentlicht wurde.

Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets gelten nicht für Verfahren zur Umweltverträglichkeitsprüfung von Plänen und Programmen, bei denen die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck beauftragt, den Entwurf des Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts sowie den Plan- oder Programmentwurf vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets dem Pool "Umwelt", den betroffenen Gemeinden und den Personen und Instanzen, deren Konsultation sie für notwendig erachtet, zur Stellungnahme vorgelegt hat.

Namur, den 11. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1643 (2023-2024) Nrn. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 10. April 2024

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203780]

**11 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek en van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2011/92/EU betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten en Richtlijn 2014/52/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot wijziging van Richtlijn 2011/92/EU betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten.

HOODSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek*

**Art. 2.** In artikel D.29-1, § 4, b., 1°, van Boek I van het Milieuwetboek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de woorden "D.64, § 1" vervangen door de woorden "D.64".

**Art. 3.** Artikel D.29-5 van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.29-5. § 1. Voor de projecten van categorie B wordt vóór de indiening van de vergunningsaanvraag een informatievergadering belegd.

Voor de projecten van categorie C kan vóór de indiening van de vergunningsaanvraag op initiatief van de aanvrager een informatievergadering belegd worden.

Deze informatievergadering dient:

1° om de aanvrager in staat te stellen zijn project over te leggen;

2° om het publiek de mogelijkheid te bieden informatie in te winnen en opmerkingen en suggesties i.v.m. het project te formuleren;

3° als een effectbeoordeling voorgeschreven wordt overeenkomstig de artikelen D.64, D.65, § 2 en 3:

- om te wijzen op specifieke punten die in het effectonderzoek aangesneden zouden kunnen worden;

- om technische alternatieven voor te leggen die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de aanvrager en opdat hiermee rekening gehouden wordt bij het uitvoeren van het effectonderzoek.

§ 2. De aanvrager bepaalt wat volgt:

- 1° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;
- 2° de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;
- 3° de personen en hun fysieke en elektronische adressen, bij wie de informatie kan worden verkregen.

§ 3. De aanvrager zorgt minstens vijftien dagen vóór de informatievergadering of vóór de eerste vergadering als er meerdere zijn, voor de bekendmaking van een bericht dat de volgende gegevens bevat:

- 1° de identiteit van de aanvrager;
- 2° de aard van het project en de vestigingsplaats ervan;
- 3° het doel van de vergadering zoals aangegeven in paragraaf 1, derde lid;
- 4° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering of van elke vergadering als er meerdere zijn;
- 5° de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;
- 6° de personen bij wie en de adressen waarop de informatie verkregen kan worden.

Dit bericht wordt overgemaakt aan de gemeente op het grondgebied waarvan het project uitgevoerd moet worden en wordt bekendgemaakt in twee media die de aanvrager onder de volgende media kiest:

- 1° twee dagbladen die in de streek in omloop gebracht worden;
- 2° een gemeentelijk informatiebulletin als er één bestaat en als het onder de gezamenlijke bevolking verspreid wordt;
- 3° een huis-aan-huis reclameblad;
- 4° een huis-aan-huis informatiefolder verspreid binnen een straal van drie kilometer van de vestigingsplaats van het project.

De aanvrager richt een afschrift van de gepubliceerde berichten, documenten en informatiedragers aan het gemeentecollege.

Het gemeentecollege laat tot de dag na de informatievergadering of van elke vergadering als er meerdere zijn een bericht waarin het eerste lid voorkomt aanplakken:

- 1° op de gebruikelijke aanplakplaatsen;
- 2° op vier plaatsen dichtbij de plaats waar het project gevestigd moet worden, langs een openbare berijdbare weg of een doorgangsweg;
- 3° op de website van de betrokken gemeente.

§ 4. § 3. Als een openbaar onderzoek op het grondgebied van verschillende gemeenten georganiseerd wordt, zijn de paragrafen 1 en 2 van toepassing op elk van de betrokken gemeenten.

§ 5. De aanvrager stelt het ontwerp voor.

De vergadering wordt gefilmd door de aanvrager, volgens de nadere regels die zijn vastgelegd door de Regering.

De aanvrager is verantwoordelijk voor het verwerken van de persoonsgegevens die betrokken zijn bij het opnemen en raadplegen van de video.

Het doel van de opname en de eventuele raadpleging ervan is te zorgen voor maximale actieve publiciteit door het publiek meer inspraak te geven en het publiek in staat te stellen informatie te verkrijgen en opmerkingen te maken door de video van de voorafgaande informatiebijeenkomst op een later tijdstip te raadplegen.

De opname bevat:

- 1° een audio- en video-opname van de tussenkomsten;
  - a) van de aanvrager;
  - b) van de vertegenwoordigers van de gemeente op het grondgebied waarvan het ontwerp wordt gepland en adviseurs inzake leefmilieu;
- 2° een audio-opname van alle overige tussenkomsten.

§ 6. De video van de vergadering en de tijdens de vergadering gebruikte documenten en informatiedragers kunnen op afspraak en op afstand bij de gemeente worden geraadpleegd vanaf de dag na de vergadering tot het einde van een periode van vijftien dagen.

De video wordt aan het einde van deze periode vernietigd door de beheerder van de persoonsgegevens.

§ 7. De Regering bepaalt:

- 1° de modaliteiten voor de informatieverstrekking aan het publiek;
- 2° het geval of de gevallen waarin meerdere voorafgaande informatievergaderingen moeten worden belegd en de modaliteiten voor de organisatie van de informatievergadering of -vergaderingen als er meerdere zijn;
- 3° de modaliteiten voor de organisatie van de informatievergadering via videoconferentie en de nadere regels voor het op afstand bekijken van de video van de vergadering en de documenten en informatiedragers die tijdens de vergadering worden gebruikt;
- 4° welke instanties en administraties op de informatievergadering uitgenodigd worden;
- 5° de modaliteiten volgens dewelke het publiek opmerkingen en suggesties kan formuleren en erom kan verzoeken dat specifieke punten betreffende het project aan het licht gebracht worden, alsook technische alternatieven kan voorleggen die redelijkerwijs door de aanvrager overwogen kunnen worden opdat ze in overweging genomen worden bij de tenuitvoerlegging van het effectonderzoek. '.

**Art. 4.** Artikel D.29-6 van hetzelfde Boek, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. D.29-6. De informatievergadering wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de gemeente. De milieuo adviseur of, bij gebreke daarvan, een vertegenwoordiger van de gemeente neemt er het secretariaat van waar, maakt de notulen en stelt een verklaring op dat de video de in artikel D.29-5, § 5, vijfde lid, bedoelde informatie bevat. Hij legt ze ter inzage van het publiek en maakt ze binnen dertig dagen na de informatievergadering over aan de bevoegde overheid en aan de aanvrager.

De Regering bepaalt de minimale inhoud van de notulen en de verklaring bedoeld in het eerste lid. ”.

**Art. 5.** Artikel D.29-11 van hetzelfde Boek, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, wordt opgeheven.

**Art. 6.** In Deel III, Titel III, van hetzelfde Boek, wordt een Hoofdstuk *IVbis* ingevoegd, die de artikelen D.29-24-1 tot en met D.29-24-8, bevat, luidend als volgt:

“Hoofdstuk *IVbis* - Grensoverschrijdende raadplegingen

*Afdeling 1. — Algemeen*

Art. D.29-24-1. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing naast de bepalingen vastgelegd in de vorige hoofdstukken van Titel III voor Waalse plannen of programma's die aanzienlijke effecten kunnen hebben op een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband heeft ondertekend, alsook voor grensoverschrijdende plannen of programma's die aanzienlijke effecten kunnen hebben op het milieu van het Waals Gewest. In geval van tegenstrijdigheden prevaleren de bepalingen van dit hoofdstuk.

De termijnen waarin is voorzien en die op straffe van nietigheid zijn vastgesteld door de decreetprocedures die van toepassing zijn op de betrokken plannen of programma's, worden bij beslissing van de administratie, in voorkomend geval, verlengd met een termijn van 20 dagen om rekening te houden met de termijn voor grensoverschrijdende raadpleging van de bevoegde overheden van het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die het Espoo-Verdrag heeft ondertekend en hun publiek, zoals bepaald in dit hoofdstuk. De bovengenoemde bevoegde buitenlandse overheden worden onmiddellijk in kennis gesteld van de verlengingsbeslissing.

*Afdeling 2. — Grensoverschrijdende raadplegingen georganiseerd door het Waals Gewest*

*Onderafdeling 1. — Voorafgaande procedure*

Art. D.29-24-2. § 1. Als een plan of programma het voorwerp uitmaakt van een milieueffectrapport en als de Regering, die overeenkomstig artikel D.56, § 2, beslist, vaststelt dat het aanzienlijke effecten zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband heeft ondertekend, of als een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die voornoemd Verdrag heeft ondertekend en aanzienlijke schade zou kunnen lijden van het plan of het programma, daarom verzoekt, wordt het plan- of het programmaontwerp onmiddellijk ter informatie aan haar medegedeeld.

De kennisgeving bevat:

- 1° alle documenten met betrekking tot het plan- of het programmaontwerp waarover de Regering beschikt;
- 2° een beschrijving van het plan- of het programmaontwerp, samen met alle beschikbare informatie over de mogelijke grensoverschrijdende effecten ervan.

Binnen vijftien werkdagen na de datum van verzending van de kennisgeving deelt het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die voornoemd Espoo-Verdrag heeft ondertekend, de Regering mee of zij wensen deel te nemen aan de Waalse besluitvormingsprocedures.

§ 2. Voor projecten van categorie B, wanneer door de autoriteit die moet nagaan of het aanvraagdossier volledig en ontvankelijk is, is vastgesteld dat het project aanzienlijke effecten zou kunnen hebben op het milieu van een Gewest, een Lidstaat van de Europese Unie of een Staat die het Espoo-Verdrag heeft ondertekend, of wanneer een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die voornoemd Verdrag heeft ondertekend en aanzienlijke schade zou kunnen lijden van het project daarom verzoekt, geeft zij, ter informatie, ten minste 15 dagen voor de datum van de voorafgaande informatievergadering, kennis van het advies bedoeld in artikel D.29-5, § 3, aan de bevoegde autoriteit van het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband heeft ondertekend, waarbij deze en het publiek waarvoor het project gevolgen heeft, worden uitgenodigd om deel te nemen aan ten minste één voorafgaande informatievergadering die door de aanvrager wordt georganiseerd.

De kennisgeving bevat ook:

- 1° een beschrijving van het project, samen met de informatie over eventuele grensoverschrijdende effecten waarover de autoriteit beschikt;
- 2° informatie over de aard van de beslissing die zou kunnen worden genomen.

In de kennisgeving wordt vermeld dat het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die het Espoo-Verdrag heeft ondertekend zoals bedoeld in het eerste lid, wordt uitgenodigd deel te nemen aan de scoping-procedure van het onderzoek zoals bedoeld in artikel D.69, indien een dergelijke procedure door de aanvrager wordt gestart.

Binnen vijftien werkdagen na de datum van verzending van de kennisgeving deelt het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die het voornoemde Espoo-Verdrag heeft ondertekend, aan de autoriteit die moet nagaan of het aanvraagdossier volledig en ontvankelijk is of zij wensen deel te nemen aan de Waalse besluitvormingsprocedures.

§ 3. Indien binnen de in paragraaf 1, derde lid, en paragraaf 2, vierde lid, bedoelde termijn geen antwoord is ontvangen, wordt het antwoord geacht negatief te zijn.

§ 4. De bevoegde overheden van het Gewest of de Staat die getroffen kunnen worden en die hebben aangegeven te willen deelnemen aan de Waalse besluitvormingsprocedures, kunnen deelnemen aan de scopingprocedure voor de milieueffectbeoordeling bedoeld in artikel D.69 en volgens dezelfde modaliteiten.

§ 5. De Regering kan bepalen:

- 1° de modaliteiten betreffende de kennisgeving en het overmaken ervan;
- 2° volgens welke modaliteiten de bevoegde overheden van het Gewest of de Staat die getroffen kunnen worden aan de scopingprocedure voor milieueffectbeoordeling kunnen deelnemen, bedoeld in artikel D.69.

Art. D.29-24-3. § 1. In het geval van een negatief antwoord op de in artikel D.29-24-2 bedoelde kennisgeving door het andere Gewest, de andere Lidstaat of de andere Staat die het voornoemde Espoo-Verdrag heeft ondertekend, mag deze niet deelnemen aan een voorafgaande scopingvergadering die door de bouwheer is aangevraagd op basis van artikel D.69 en niet verzoeken om de organisatie van een raadpleging overeenkomstig artikel D.29-24-5.

§ 2. Hoe dan ook wordt de bevoegde overheid van het andere Gewest, de andere Lidstaat of de andere Staat die het voornoemde Espoo-Verdrag heeft ondertekend, op de hoogte gebracht van de modaliteiten voor het organiseren van het openbaar onderzoek op Waals grondgebied en de modaliteiten voor inspraak van het publiek in dit onderzoek, overeenkomstig artikel D.29-24-4, evenals de beslissing van de Regering of de bevoegde overheid over het plan, het programma of het project.

#### Onderafdeling 2. — Procedure na validering van het plan- of het programmaontwerp of indiening van de vergunningsaanvraag

Art. D.29-24-4. § 1. Zodra het plan- of het programmaontwerp is goedgekeurd, worden het milieueffectrapport, dat alle informatie bevat met betrekking tot de grensoverschrijdende effecten van het dossier, en het plan- of het programmaontwerp zoals gevalideerd door de Regering, door deze laatste aan de bevoegde overheid van het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die het Espoo-Verdrag heeft ondertekend, overgemaakt voor inspraak van het publiek en de overheid. De voornaamste rapporten en adviezen die bij het aanvraagdossier zijn gevoegd en waarover de bevoegde Waalse overheden beschikken op de datum van verzending, zijn eveneens bijgevoegd.

De verzending moet uiterlijk 30 dagen voor het begin van het openbaar onderzoek in het Waals Gewest plaatsvinden.

De verzending bevat de volgende elementen:

1° het adres en verdere gegevens betreffende de autoriteiten bevoegd om het besluit te nemen, van die waar relevante informatie verkrijgbaar is, van die waaraan opmerkingen en vragen gericht kunnen worden alsook nadere gegevens m.b.t. de termijnen voor het overmaken van de opmerkingen of vragen;

2° de melding van de datum en de plaats waar relevante informatie aan het publiek verstrekt kan worden en de middelen waarmee ze verstrekt zal worden;

3° de exacte modaliteiten betreffende de deelname en de raadpleging van het publiek; 4° de niet-technische samenvatting van het milieueffectrapport.

§ 2. Wanneer de vergunningsaanvraag voor een project volledig en ontvankelijk is verklaard, maakt de autoriteit die nagaat of deze aanvraag volledig of ontvankelijk is, het aanvraagdossier samen met effectonderzoek over aan het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die het Espoo-Verdrag ondertekend heeft. De voornaamste rapporten en adviezen die bij het aanvraagdossier zijn gevoegd en waarover de bevoegde Waalse overheden beschikken op de datum van verzending, zijn eveneens bijgevoegd.

De verzending moet uiterlijk plaatsvinden 30 dagen voor aanvang van het openbaar onderzoek dat wordt georganiseerd op het grondgebied van de gemeente waar het project zich bevindt of op het grootste gebied waar het project zich bevindt.

De verzending bevat de volgende elementen:

1° het adres en verdere gegevens betreffende de autoriteiten bevoegd om het besluit te nemen, van die waar relevante informatie verkrijgbaar is, van die waaraan opmerkingen en vragen gericht kunnen worden alsook nadere gegevens m.b.t. de termijnen voor het overmaken van de opmerkingen of vragen;

2° de aard van de mogelijke besluiten of het ontwerp van besluit, indien bestaand;

3° in voorkomend geval, nadere gegevens over een voorstel van bijwerking van een vergunning of de voorwaarden waarvan ze vergezeld gaat;

4° de melding van de datum en de plaats, of data en plaatsen, waar relevante informatie aan het publiek verstrekt kan worden en de middelen waarmee ze verstrekt zal worden;

5° de exacte modaliteiten betreffende de deelname en de raadpleging van het publiek;

6° de niet-technische samenvatting van het effectonderzoek door de vergunningsaanvrager.

§ 3. De bevoegde overheden van het Gewest of de Staat die getroffen kunnen worden, kunnen advies uitbrengen volgens dezelfde modaliteiten als de bevoegde Waalse overheden.

#### Onderafdeling 3. — Raadpleging

Art. D.29-24-5. Naast de in de artikelen D.29-24-2 tot en met D.29-24-4 bedoelde procedures kan de bevoegde overheid, op verzoek van de bevoegde overheid van het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die het voornoemde Espoo-Verdrag heeft ondertekend, een raadplegingsprocedure organiseren met de bevoegde grensoverschrijdende overheden, desnoods via een aangepast gemeen orgaan, over de potentiële grensoverschrijdende effecten van het project en over de maatregelen die worden overwogen om deze effecten te beperken, te compenseren of te verwijderen. Ze komen een redelijke termijn overeen voor de duur van de raadplegingsperiode.

De termijn van verzending van de beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning kan door de bevoegde overheid met 30 dagen worden verlengd.

De Regering kan de regels en modaliteiten bepalen volgens welke de raadpleging wordt georganiseerd.

#### Onderafdeling 4. — Beslissing

Art. D.29-24-6. De bevoegde overheid stelt het andere Gewest, de andere Lidstaat van de Europese Unie of de andere geraadpleegde Staat die het Espoo-Verdrag heeft ondertekend, in kennis van haar beslissing over het plan, het programma of het project onderworpen aan een vergunning.

Indien het gaat om een plan of programma moeten de volgende documenten worden overgemaakt:

1° het plan of programma zoals aangenomen;

2° de milieuaangifte en de opvolgingsmaatregelen van het plan.

De Regering kan de voorwaarden bepalen voor de kennisgeving van de beslissingen tot aanneming van een plan, programma of project aan de bevoegde overheden van het Gewest, de Lidstaat van de Europese Unie of de Staat die het Espoo-Verdrag heeft ondertekend die geraadpleegd werden.

*Afdeling 3.* — Grensoverschrijdende raadplegingen georganiseerd door een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die het Espoo-Verdrag heeft ondertekend

Art. D.29-24-7. Als een plan, programma of project gelegen op het grondgebied van een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband heeft ondertekend niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu in het Waalse Gewest, worden de gegevens over het plan, programma of project, samen met de effectbeoordelingsdocumenten, die door de bevoegde overheden van dat andere Gewest of van die andere Staat zijn overgemaakt, ter inzage gelegd van het publiek en van de door de Regering aangewezen instanties.

De Regering bepaalt:

1° volgens welke modaliteiten de gegevens bedoeld in het eerste lid ter inzage gelegd worden van het publiek en van de instanties bedoeld in het eerste lid;

2° volgens welke modaliteiten het advies van het publiek en van de geraadpleegde instanties ingewonnen en overgemaakt wordt.

*Afdeling 4.* — Vertrouwelijkheid

Art. D.29-24-8. Bij ontvangst van informatie overgemaakt aan de bevoegde overheid door een ander Gewest, een andere Lidstaat of een andere Staat die het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband heeft ondertekend, is deze informatie onderworpen aan de beperkingen inzake industrieel en het handelsgeheim, met inbegrip van de intellectuele eigendom, en van het openbaar belang, van kracht in het Gewest of de Staat waar het project wordt voorgesteld, onverminderd de bepalingen die, in het Waalse recht, de omzetting beogen van de Richtlijn 2003/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie en tot intrekking van Richtlijn 90/313/EEG van de Raad. ”.

**Art. 7.** In artikel D.53 van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "52 tot 61" vervangen door de woorden "D.52 tot D.61";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 1°, worden de woorden "66, § 2" vervangen door de woorden "D.64";

3° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "66, § 2" vervangen door de woorden "D.64";

4° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "artikel 54" vervangen door de woorden "artikel D.54";

5° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "artikel 54" vervangen door de woorden "artikel D.54";

6° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "artikel 54" vervangen door de woorden "artikel D.54".

**Art. 8.** In artikel D.59 van hetzelfde Boek, zoals gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "artikel D.29-11" vervangen door de woorden "de artikelen D.29-24-2 tot en met D.29-24-4".

**Art. 9.** In artikel D.65 van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bedoeld is in artikel D64, § 1," vervangen door de woorden "bedoeld is in artikel D.64";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "Overeenkomstig artikel D66, § 2," vervangen door de woorden "In de milieueffectenrapportering,";

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "vanaf de dag na het verstrijken van de termijn die toegestaan werd aan de overheid om na te gaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is" vervangen door de woorden "vanaf de dag van indiening van de aanvraag of, wanneer de overheid die nagaat of deze volledig of ontvankelijk is, bijkomende stukken heeft verzocht, vanaf de dag van indiening van die bijkomende stukken";

4° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden "overeenkomstig hoofdstuk III van Titel I van dit Wetboek," vervangen door de woorden "volgens de modaliteiten bedoeld in artikelen D.20.15 tot en met D.20.18".

**Art. 10.** In artikel D.68, eerste lid, van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de woorden "wordt de milieueffectbeoordeling één enkele keer uitgevoerd" vervangen door de woorden "er wordt één milieueffectenrapportering of één milieueffectonderzoek uitgevoerd".

**Art. 11.** In artikel D.71 van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "de instanties aan die bij het project betrokken kunnen worden" vervangen door de woorden "de instanties en/of diensten aan die bij het project betrokken kunnen worden" en worden de woorden "De in artikel D.72 van dit Boek bedoelde instanties

" vervangen door de woorden "De in artikel D.72 van dit Boek bedoelde instanties en/of diensten";

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "Wanneer ze niet over de vereiste informatie beschikken, kunnen de door de Regering aangewezen bevoegde overheid of instanties die in de behandeling van de aanvraag tussenkomen," vervangen door de woorden "Wanneer zij niet over de vereiste informatie beschikken, kunnen de door de Regering aangewezen bevoegde overheid, instanties of diensten die in de behandeling van de aanvraag tussenkomen,";

3° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "Wanneer zij niet over de vereiste informatie beschikken, kunnen de door de Regering aangewezen bevoegde overheid of instanties die in de behandeling van de aanvraag tussenkomen," vervangen door de woorden "Wanneer zij niet over de vereiste informatie beschikken, kunnen de door de Regering aangewezen bevoegde overheid, instanties of diensten die in de behandeling van de aanvraag tussenkomen,".

**Art. 12.** In artikel D.72 van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de uitvoerder" worden vervangen door de woorden "de erkende ontwerper";

2° de woorden "D.I.5, § 1, eerste lid, 5°", ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2016, worden vervangen door de woorden "D.I.4, § 1, eerste lid, 5°", van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling alsook de door de Regering aangewezen diensten wegens hun expertise".



**Art. 13.** In artikel D.74, eerste lid, van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de woorden "volgens de modaliteiten van titel III van deel III van dit Wetboek" vervangen door de woorden "volgens de modaliteiten van artikelen D.29-1 tot en met D.29-28".

**Art. 14.** In artikel D.75, § 4, tweede lid, 3° van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de woorden "D.29-11, § 1" vervangen door de woorden "D.29-24-2 tot en met D.29-24-5".

**Art. 15.** In artikel D.77, tweede lid, van hetzelfde Boek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2° worden de woorden "van één van de bepalingen" opgeheven;

2° punt 7° wordt vervangen als volgt:

"7° in het geval bedoeld in artikel D.65, § 3, laatste lid;";

3° punt 8° wordt opgeheven.

**Art. 16.** In de titel van Bijlage II bij hetzelfde Boek worden de woorden "de artikelen D.64, § 1, en D.65, § 2 en 3" vervangen door de woorden "artikel D.64, § 1".

**Art. 17.** In Bijlage III van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de titel wordt aangevuld met de woorden "overeenkomstig artikel D.64, § 2";

2° in punt 3. "Soorten en de kenmerken van het potentiële effect", eerste lid, worden de woorden "D.66, § 1," vervangen door "D.62, § 2,".

#### HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

**Art. 18.** In artikel D.IV.34, eerste lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden de woorden "bedoeld in artikel D.68" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel D.65 van Boek I".

**Art. 19.** In artikel D.V.2 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 3°, tweede lid, worden de woorden "van artikel D.68" vervangen door de woorden "van artikel D.65";

2° in paragraaf 2, 4°, worden de woorden "artikel 65" vervangen door de woorden "artikel D.62, § 1,".

3° in paragraaf 7, worden de woorden "van de artikelen D.64 en D.68" vervangen door de woorden "van de artikelen D.65 en D.75".

**Art. 20.** In artikel D.VII.13, tweede lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden de woorden "van artikel D.66" vervangen door de woorden "van artikel D.62, § 2, rekening houdend met de in bijlage III bedoelde relevante selectiecriteria".

**Art. 21.** In artikel D.VIII.1, 4°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de woorden "de artikelen D.64, § 2, en D.68, § 2 en 3" vervangen door de woorden "de artikelen D.64 en D.65".

**Art. 22.** In artikel D.VIII.31, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, vervangen door het decreet van 13 december 2023, worden de woorden "artikel 64, § 2," vervangen door de woorden "artikel D.64".

#### HOOFDSTUK 3. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 23.** De bepalingen van dit decreet zijn niet van toepassing op milieueffectbeoordelingsprocedures voor projecten waarvoor een bericht waarbij de voorafgaande informatievergadering in de media werd gepubliceerd vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, aangekondigd wordt.

De bepalingen van dit decreet zijn niet van toepassing op milieueffectbeoordelingsprocedures van plannen en programma's waarvoor de Regering, of de door haar daartoe aangewezen persoon, de ontwerp-inhoud van het milieueffectverslag evenals het ontwerp van plan of programmaontwerp aan het advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, de betrokken gemeenten en elke persoon of instantie die ze nuttig acht te raadplegen vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Namen, 11 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

## Nota

(1) Zitting 2023-2024.  
 Stukken van het Waals Parlement, 1643 (2023-2024) Nrs. 1 tot en met 6  
 Volledig verslag, plenaire zitting van 10 april 2024  
 Bespreking.  
 Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203784]

**19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche et l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 relatif aux permis de pêche**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les articles 8 et 9, modifiés par le décret du 16 février 2017, et 10, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 relatif aux permis de pêche;

Vu l'avis n° RUR.24. 0247.AV-Pêche du pôle " Ruralité ", section " Pêche ", donné le 14 mars 2024;

Vu le rapport du 15 mars 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mars 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 avril 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 5 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.062/4;

Vu la décision de la section de législation du 5 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a la pêche dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2021, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « et à moins de vingt-cinq mètres en amont » sont abrogés;

(2) le mot « des » est remplacé par le mot « les »;

b) le 7° est remplacé par ce qui suit :

" 7° dans les frayères que le ministre qui a la Pêche dans ses attributions désigne; »;

c) le 8° est abrogé;

d) le 9° est abrogé;

e) au 10°, les modifications suivantes sont apportées :

(1) dans le e), les mots « sur et à moins de cinquante mètres en aval du barrage à Aiguilles à Bouillon, » sont insérés entre le mot « Bouillon, » et les mots « ainsi que sur toute la largeur »;

(2) le 10° est complété par un f) rédigé comme suit :

« f) dans le ruisseau de Neufchâteau, en aval du moulin Klepper et dans la partie amont du lac de Neufchâteau, y compris la frayère; ».

**Art. 2.** Dans l'article 7 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, a), si les populations de poissons et d'écrevisses sont rendues impropres à la consommation du fait d'une pollution, le ministre peut limiter la mesure d'interdiction au prélèvement du poisson. ».

**Art. 3.** Dans l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, la phrase « Seules deux lignes à main peuvent être utilisées simultanément par un pêcheur. » est abrogée.

**Art. 4.** Dans l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3°, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2021, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 3° dans la Meuse, la Sambre, et l'Escaut, la pêche au vif est interdite hors du lit principal du cours d'eau; »;

b) l'alinéa est complété le 4° rédigé comme suit :

« 4° dans la Semois, du premier samedi de mars au vendredi précédant le premier samedi de juin, la pêche en entrant dans le lit du cours d'eau. ».